



HOME | HABITAT / URBANISME |

LOGEMENT SOCIAL ET HABITAT | **DÉPÊCHE N°714414**

**25/06/24**

L'Alliance pour le logement se prépare à se "serrer les coudes" pour faire face à l'instabilité institutionnelle

Les professionnels de l'habitat, de la construction et de l'aménagement réunis au sein de l'Alliance pour le logement déplorent les effets de la dissolution de l'Assemblée nationale sur un secteur déjà en crise. Alors que de nombreuses incertitudes planent sur les résultats des législatives anticipées du 30 juin et du 8 juillet, ils appellent à faire front commun, à l'occasion des Assises du logement organisées le 25 juin 2024.

Selon un baromètre publié ce mardi, 52 % des professionnels du secteur étaient déjà "pessimistes" pour les mois à venir avant la dissolution.

"À la crise du logement vient se greffer une crise politique", constate le président de la Fnaim, Loïc Cantin, lors des Assises du logement organisées par Batiactu le 25 juin 2024 à Paris. À cette occasion, plusieurs membres de l'Alliance pour le logement (1), ont regretté le nouveau coup d'arrêt porté à la politique du logement par la dissolution du 9 juin 2024.

Le ministre délégué, Guillaume Kasbarian, avait porté "des gestes forts, qui pouvaient faire avancer les choses", dit-il. "On sentait un petit frémissement" avec "quelques indices indiquant qu'on allait commencer à traiter la crise du logement, même si les réponses n'étaient pas à la hauteur", juge à son tour Didier Bellier-Ganière, délégué général de la FPI. Depuis fin avril, le président de Procivis, Yannick Borde, commençait lui aussi à percevoir des "signaux faibles qui pouvaient être intéressants", comme l'idée d'avancer sur la création d'un statut de bailleur privé.

Aucune nostalgie en revanche de la part de la présidente de l'USH, Emmanuelle Cosse, qui dénonce depuis des mois la remise en cause de la loi SRU via le projet de loi "logements abordables", dont l'examen avait commencé au Sénat. Ce projet de loi "ne convenait pas sur tout ce qui concernait le logement social, et n'allait mettre un coup de boost ni sur la construction neuve ni sur la rénovation énergétique", abonde le président de la FFB, Olivier Salleron. Face aux "mea culpa" exprimés par le président de la République Emmanuel Macron le 12 juin au sujet de la politique du logement pour les jeunes (lire sur AEF info), puis par le ministre de l'Économie, face au Medef le 20 juin, plusieurs membres de l'Alliance se disent sceptiques. "Sur le logement, nous n'avons pas fait assez", a en effet admis Bruno Le Maire

jeudi dernier. Reconnaisant que cette crise coûte cher "à l'économie", "aux salariés" et "créé beaucoup de tensions sociales dans les zones qui sont tendues", il a promis de se "mettre au travail" sur ce sujet lorsque le camp présidentiel "aura gagné" les législatives. Une promesse déjà exprimée par le gouvernement après l'élection présidentielle de 2022, glisse Emmanuelle Cosse.

## "SOLIDARITÉ" PROFESSIONNELLE FACE AUX INCERTITUDES INSTITUTIONNELLES

Tous les membres de l'Alliance s'accordent à dire que les incertitudes qui planent sur les résultats des législatives anticipées, qui pourraient déboucher sur un Parlement divisé et paralysé, pèsent lourdement sur l'activité économique d'un secteur déjà malade. Aujourd'hui, en l'absence de "visibilité complète" sur les dispositifs d'aide à la rénovation ou l'investissement locatif, "sans savoir quel type de clientèle on peut toucher, il nous est quasiment impossible de travailler", déplore Yannick Borde.

Dès le lendemain du second tour des législatives, Olivier Salleron propose de mener une "grosse campagne d'influence" pour "infuser partout" le plaidoyer de l'Alliance pour le logement. Plusieurs membres plaident par exemple pour un élargissement du PTZ pour panser la crise de la demande, ou encore pour mieux réguler les prix du foncier, comme le proposait le CNR logement. Emmanuelle Cosse sera particulièrement vigilante au prochain projet de loi de finances, car "toutes les propositions [des candidats] ne se valent pas" (voir notre page dédiée aux législatives 2024).

Indépendamment du résultat des urnes, plusieurs représentants de la chaîne du logement appellent à se "serrer les coudes", du secteur de la construction à l'aménagement en passant par les architectes et les bailleurs sociaux. "On ne va pouvoir compter que sur nous-mêmes", prédit le délégué général de la FPI, qui a fait de la "solidarité" face à la crise du logement l'un des thèmes des débats qui se tiendront lors de son prochain congrès, le 27 juin à Marcq-en-Barœul près de Lille.

## PLUS D'UN PROFESSIONNEL SUR DEUX PESSIMISTE POUR LES MOIS À VENIR

Un baromètre publié à l'occasion des Assises du logement montre une inquiétude grandissante parmi des professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de l'aménagement, publics et privés, au sujet de l'évolution de la crise du logement. Selon ce sondage réalisé entre avril et mai 2024, soit avant la dissolution de l'Assemblée nationale, 52 % des professionnels interrogés se disent pessimistes pour les mois à venir. Quant aux 48 % restants, ils sont soit optimistes (23 %) soit incertains (25 %). Ce pessimisme est particulièrement saillant en matière d'investissement locatif privé (75 %), d'évolution de la primo accession (72 %), sur la simplification des normes (73 %), ou encore sur la fiscalité du logement (70 %). Les trois priorités attendues par les sondés sont : une simplification des normes et une pause normative (58 %), des aides à l'accession à la propriété (54 %), et le renforcement des dispositifs de soutiens à la construction neuve (49 %).

Encadré rédigé par Victor, stagiaire de seconde

1) L'Alliance pour le logement est composée des organisations suivantes : FFB, USH, Fnaim, FPI, Pôle Habitat FFB, Procivis, Unis, UNNE, l'Unsa et l'Untec.